

# Attribution du prix Goldman 2006

## Partage international n° 214 - Juin 2006

*Le Prix Goldman pour l'environnement est attribué chaque année à six lauréats en provenance des cinq continents.*

### Amazone mosaïque

*Tarcisio Feitosa da Silva* mène depuis une dizaine d'années son combat pour les droits de l'homme, la protection de l'environnement et le développement durable au Para, l'un des Etats les plus déshérités du nord-ouest brésilien. Cet Etat comprend un quart de la forêt vierge d'Amazonie et abrite des communautés amérindiennes qui vivaient, il y a peu encore, presque totalement isolées du reste du monde.

Dans les années 1970, le gouvernement brésilien a entrepris de faire sortir le Para de son isolement en construisant un réseau routier à travers la forêt. Un réseau qui, s'il a effectivement ouvert l'Etat à des milliers de colons, y a aussi introduit des appétits qui l'ont rapidement transformé en une zone de non-droit avec, entre autres exactions, des appropriations sauvages de terres et une déforestation massive (par incendies volontaires, pillages...).

C'est pour révéler au grand jour cette situation et susciter une réaction des autorités politiques que *Tarcisio*, avec l'aide d'organisations locales, a mené l'enquête sur ces pratiques et ces trafics. Un travail qui a payé, puisqu'ils sont parvenus à obtenir du gouvernement qu'il protège une mosaïque de zones tropicales qui, avec les terres indigènes déjà existantes, atteint une superficie de 240 000 km<sup>2</sup>, ce qui en fait la plus importante de la planète.

*« Nous avons maintenant dans la forêt amazonienne le plus grand corridor de zones protégées du monde, explique-t-il. C'est important pour des populations dont la vie dépend de la forêt de la conserver, elle et ses multiples ressources. Il faudrait que les responsables politiques du pays, que ce soit au niveau municipal, régional ou national, assument clairement leur rôle de défenseurs de ces forêts. »*

### Défense des forêts et du peuple du Libéria

Les forêts du Libéria couvrent environ 6 millions d'hectares, et renferment la dernière canopée tropicale de la région dite des Forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest. Elles abritent près de la moitié des espèces mammifères du continent, dont les hippopotames nains, les mangoustes libériennes, ainsi que la plus importante population d'éléphants de forêt. *Silas Kpanan'Ayoung Siakor* a montré, preuves à l'appui, que l'ancien président du pays, *Charles Taylor*, aujourd'hui sur le point d'être jugé, s'est servi des revenus tirés d'un trafic massif de bois pour financer quatorze ans d'une guerre civile si barbare qu'elle avait gommé jusqu'à l'idée même de droits de l'homme. Il a envoyé le dossier au Conseil de sécurité des Nations unies, qui, entre autres sanctions commerciales, a interdit toute exportation de bois de construction.

Depuis la chute de *Taylor* en 2003, *Silas* collabore avec le nouveau gouvernement pour mettre en place une politique forestière durable et donner une voix aux communautés locales grâce au premier « Congrès des peuples de la forêt ».

Preuve s'il en est de l'efficacité des sanctions (internationales) et des preuves fournies par *Silas*, la nouvelle présidente - élue au terme de la première élection démocratique du pays -, *Ellen Johnson-Sileaf*, a annulé toutes les concessions forestières. Elle s'est engagée à ce qu'aucune autre ne soit accordée tant que n'aura pas été refondée la politique forestière du Libéria.

Mais, avertit *Silas Kpanan'Ayoung Siakor*, « *notre combat pour l'environnement n'est pas seulement une affaire d'arbres. C'est avant tout une campagne pour la justice sociale et le respect des droits de l'homme. Pour le droit de vivre dans un environnement sain et sûr.* »

### Le pouvoir de l'individu

En préparant son doctorat en écologie, *Yu Xiaogang* avait pu mesurer les effets souvent dévastateurs des barrages et des centrales hydroélectriques sur l'environnement humain et naturel.

Ce fut le cas - l'un des premiers dont il s'est occupé - du barrage sur le lac *Lashi*, dont la construction avait entraîné la destruction de l'écosystème local et ravagé la vie d'une partie importante de la population des environs (en majeure partie composée

de pêcheurs et de paysans) : les paysans ayant perdu leurs champs se tournèrent vers la pêche, ce qui eut pour conséquence d'entamer les réserves en poissons du lac (qui ne se renouvelaient plus aussi facilement qu'avant, du fait de la retenue des eaux.)

Autre exemple, le barrage de Manwan, sur le Mékong, pour lequel il avait envoyé en 2002 un rapport au gouvernement central et demandé une rallonge de 8,7 millions de dollars aux indemnités déjà versées.

Yu a, en quelques années, en mobilisant les habitants et les responsables des différents échelons du pouvoir (du local au national), réussi à faire modifier les processus de décision et d'élaboration de ce genre de projets (qui, jusqu'alors, étaient imposés depuis Pékin) en y incluant une étude précise de leurs impacts sociaux et environnementaux.

### **Un vétéran du Vietnam se lance dans une nouvelle bataille**

Quelque 24 000 tonnes d'armes chimiques, stockées un peu partout sur le territoire des Etats-Unis, et attendant d'être traitées, pourraient s'avérer dangereuses pour la santé et l'environnement.

C'est en 1985 que Craig E. Williams, vétéran du Vietnam, a pris conscience du problème et démarré sa campagne, après avoir appris que l'un des 9 stocks d'armes chimiques à incinérer se trouvait dans sa région. Inquiet des risques que cette incinération faisait courir aux habitants et à l'environnement, il a aussitôt entrepris de mobiliser ses concitoyens et diverses associations pour exiger du Pentagone l'adoption de techniques d'élimination propres et davantage de transparence dans la gestion de ces déchets.

Très vite, son réseau s'est étendu à d'autres Etats, comme l'Orégon, l'Utah, l'Alabama et l'Arkansas. Devenu aujourd'hui l'ONG Chemical Weapons Working Group (CWWG), il a élargi son action à des problèmes connexes, comme la surveillance de la qualité de l'air, les problèmes de droit du travail, l'information des populations directement concernées et, enfin, le contrôle des sites de retraitement des déchets chimiques militaires qui ont choisi des techniques plus conformes aux exigences environnementales. « Il ne faut pas laisser la santé de nos familles et la protection de l'environnement de la planète aux mains des multinationales, des gouvernements et des organisations militaires, qui ne s'intéressent qu'au profit, au pouvoir et aux conquêtes militaires, explique Craig. Au contraire, c'est à nous de prendre nos responsabilités. A nous

de surmonter nos différences culturelles et politiques pour empêcher ces pollueurs militaro-industriels de dégrader la Terre et mettre en péril le bien-être de nos communautés au nom de leurs intérêts égoïstes. »

### **Une avocate indigène contre les multinationales du bois**

L'avocate Anne Kajir a été récompensée pour son action en faveur de la forêt tropicale de son pays, la Papouasie Nouvelle Guinée, l'une des principales forêts vierges de la planète. Encore en grande partie intacte, elle est menacée depuis quelques décennies par la férocité d'appétits dévastateurs.

L'exploitation forestière est, en effet, depuis longtemps à la source d'une corruption massive qui gangrène l'ensemble de la classe politique d'un pays dont le gouvernement entretient des relations plus que lucratives avec les multinationales, au mépris même de la Constitution qui garantit les droits de propriété des communautés traditionnelles vivant dans la forêt.

En 1997, encore toute jeune avocate. Anne a obtenu devant la Cour suprême la condamnation des industriels du bois à indemniser les propriétaires indigènes victimes de leurs pratiques, un jugement qui a fait jurisprudence - après avoir démonté leurs pratiques maffieuses, décrit l'atmosphère de terreur qu'ils font peser sur les communautés locales pour qu'elles leur cèdent leurs titres de propriété et les contrats d'exploitation forestière qu'elles ont signés avec le gouvernement.

Elle est aujourd'hui directrice du Centre juridique environnemental de Port Moresby et mène, à la tête d'une équipe d'avocats et de juristes, une action devant cette même Cour pour mettre fin aux pratiques de déforestation sauvages des multinationales.

La lutte que mène Anne Kajir est plus qu'une question de titres de propriété, c'est une question de vie ou de mort : « *Les propriétaires dépendent entièrement de leurs forêts pour vivre. C'est pourquoi il faut les informer des conséquences des abattages sauvages sur leur terre natale avant qu'ils ne se dépossèdent des ressources naturelles qui sont les leurs par droit de naissance. Il serait génocidaire de laisser ces barons noirs continuer à se servir dans ce qu'il nous reste de forêts tropicales.* »

### **Menace sur le delta du Danube**

Le Danube, qui relie les Alpes à la Mer Noire, a été partie prenante de la civilisation de l'Europe

centrale. Son delta, classé « Zone humide d'importance internationale » par la Convention Ramsar ainsi que « Patrimoine historique et réserve biosphérique » par l'Unesco, est un vaste labyrinthe de lacs et de rivières qui s'étend sur près d'un million d'hectares en Roumanie et en Ukraine. D'une biodiversité exceptionnelle, il contient la roseraie la plus vaste du monde.

Cet écosystème est depuis 2004 menacé d'assèchement par les projets du gouvernement ukrainien de construction d'un large canal reliant la fin de parcours du fleuve à la Mer Noire. Projets préparés et mis en œuvre en violation des lois environnementales nationales et internationales.

L'ONG *Environment People Law* (EPL), sitôt informée, chargea une jeune avocate, *Olya Melen*, de mener la bataille sur le plan juridique. Quelques succès judiciaires n'ont pas suffi à empêcher le

gouvernement, alors sous l'autorité de Leonid Kutchma, d'achever la première phase des travaux. Le nouveau gouvernement issu de la Révolution Orange a mis le projet en veilleuse... mais l'ONG reste plus que vigilante, dans la mesure où le nouveau président, Victor Youtchenko, s'est déclaré en sa faveur.

Comme l'explique Olya : « *En tant qu'avocate au service de l'intérêt public, j'ai pour but de faire entrer dans la pratique la préservation de la nature pour les générations actuelles et futures. La Terre, notre Mère, a besoin d'avocats.* »

**Sources** : [goldmanprize.org](http://goldmanprize.org)

**Thématiques** : [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Divers](#) ()